



ARCHIWUM
LEGIONÓW
i N. K. N.

Nr 608

UN POLONAIS

AU

GRAND-DUC NICOLAS NICOLAJEVITSCH

ÉCRITE AU MOIS DE SEPTEMBRE 1914

PAR MICHEL ŁEMPICKI

DÉPUTÉ À LA DOUMA D'EMPIRE

LIST POLAKA

DO

W. KS. MIKOŁAJA MIKOŁAJEWICZA

NAPISAŁ WE WRZEŚNIU 1914 R.

MICHAŁ ŁEMPICKI

POSEŁ DO DUMY

W PIOTRKOWIE 1916

LETTRE D'UN POLONAIŚ
AU GRAND-DUC NICOLAS NICOLAJEVITSCH

LIST POLAKA
DO W. KS. MIKOŁAJA MIKOŁAJEWICZA



LETTRE D'UN POLONAIS**AU****Grand-Duc Nicolas Nicolajevitsch**

ÉCRITE AU MOIS DE SEPTEMBRE 1914 PAR

MICHEL ŁEMPICKI

DÉPUTÉ À LA DOUMA D'EMPIRE

LIST POLAKA**DO****W. Ks. Mikołaja Mikołajewicza**

NAPISAŁ WE WRZEŚNIU 1914 R.

MICHAŁ ŁEMPICKI

POSEŁ DO DUMY

W PIOTRKOWIE 1916

ODBITO CZCIONKAMI DRUKARNI PAŃSTWOWEJ POD
ZARZĄDEM DEPARTAMENTU WOJSKOWEGO N. K. N.
W PIOTRKOWIE

I.

„La lettre d'un Polonais au Grand-Duc Nicolas Nicolajevitsch“ a été écrite au mois de Septembre 1914, comme réponse aux trois proclamations adressées aux Polonais, aux Ruthènes et aux peuples de l'Autriche-Hongrie par le commandant en chef des armées russes. Tout d'abord elle a été publiée, avec certains raccourcissements, dans le grand journal suédois „Stockholms Dagblad“ (N^o 292 de 27 Octobre 1914); ensuite elle a été reproduite, comme unique document concernant la question polonaise, dans le livre connu de G. Steffen, professeur de sociologie à l'université de Göteborg: „Krig och Kultur“ (Guerre et civilisation), livre traduit en allemand au commencement de 1915 („Krieg und Kultur — Socialpsychologische Dokumente und Beobachtungen vom Weltkrieg 1914“). Enfin le journal polonais de Varsovie „Dziennik Polski“ publia quelques extraits de la lettre dans les deux numéros de 31 Octobre et 1 Novembre 1915.

La lettre forme aussi un chapitre, dans la brochure du même auteur, publiée récemment en français à Lausanne et en suédois à Stockholm: „Grand problème international“.

Ici nous donnons in extenso le texte français de la lettre et sa traduction polonaise.

„La lettre d'un Polonais“ ne peut être aucunement envisagée comme une voix personnelle, exprimant unique-

ment les jugements individuels de l'auteur; en réalité elle représente l'opinion collective d'une grande partie de la société polonaise, qui n'avait pas alors la possibilité de se prononcer librement; c'est ici où réside l'importance historique du document. Les doutes qu'il contient sur la sincérité des intentions, proclamées par le Grand-Duc et de ses promesses venaient de la connaissance de l'âme russe et de l'expérience des siècles; les espérances, que les proclamations ont éveillées, trouvaient avant tout leur source dans le désir ardent des Polonais de voir enfin changées les conditions insupportables de leur vie. La méfiance cependant se montra fondée; la confiance qui est allée bien loin, n'était qu'une grande crédulité.

Les proclamations lancées une fois au monde, on ne s'en souciait plus; les événements qui y succédaient immédiatement, ne tardèrent pas à dissiper les illusions, en démontrant le contraste frappant entre les promesses sonores et les procédés réels du gouvernement russe. Il suffit de citer: le système de russification à outrance, introduit en Galicie aussitôt après l'occupation du pays par les armées russes; l'ancien régime d'oppression laissé sans changement dans la partie de la Pologne sous la domination russe, le ministre de l'intérieur, Mr. Maklakof, ayant expliqué aux gouverneurs du pays, par un circulaire secret, que la proclamation du Grand-Duc aux Polonais ne regarde que les provinces polonaises, qui seront conquises sur l'ennemi; enfin le fait tragicomique, couronnant l'oeuvre de la réconciliation proclamée entre les Polonais et les Russes — la commission mixte, appelée à réaliser les promesses ducales, après un an écoulé, au moment où la domination russe en Pologne, a été réduite à une partie insignifiante du territoire possédé autrefois!

Le résultat final de l'affaire inscénisée par le Grand-Duc est celui d'avoir ajouté aux archives des relations polonais-russes un document de plus, appartenant à la

cathégorie „des produits de l'art gréco-byzantin“, comme l'avait prévu l'auteur de la lettre. Quand à l'inscénisateur lui-même, il a débuté en libérateur et reconstruteur de la Pologne; il a fini son rôle, qui n'était pas de longue durée, en dévastant et dépeuplant le pays malheureux avec un acharnement sauvage, qui jadis, aux temps éloignés, faisait la gloire sinistre des despotes barbares d'Asie. Conformément aux ordres de leur commandant auguste, les armées russes pendant leur retraite du territoire polonais, changeaient le pays en désert, brûlaient les villes et les villages, entraînaient avec elles dans leur marche vers l'orient la population innocente — hommes, femmes, vieillards, enfants — pour les plonger tous dans le gouffre de misère et de tortures, physiques et morales. La politique menteuse et trompeuse a été complétée par une stratégie féroce et stupide; c'est le crime que l'histoire ne pourra pas pardonner au Grand-Duc Nicolas Nicolajewitsch.

Novembre 1915

Éditeurs

Altesse!

Commandant en chef des troupes russes, appelé à combattre, l'arme à la main les ennemis de l'empire et à faire des conquêtes, Vous ne vous bornez pas uniquement à cette tâche purement militaire. En adressant Vos trois proclamations: aux Polonais, aux Ruthènes et aux peuples de l'Autriche-Hongrie, Vous vous êtes engagé sur le terrain de l'histoire et de la politique, où la voix de la vérité, quoique dominée quelquefois par le tonnerre des canons, ne peut être étouffée, ni complètement, ni pour toujours. Vous avez ouvert, Vous-même, la discussion sur le rôle de l'empire russe dans le monde slave et sur les relations réciproques entre celui-ci, représentant la nation grande-russe, et les autres nations slaves. Permettez moi donc, à moi, qui suis Polonais et Slave, de Vous adresser une réponse aussi courte, que possible, vu l'immense importance et l'étendue du sujet, que Vous avez soulevé. Ce sont les souffrances endurées par ma patrie sous la domination russe, les coups douloureux, dont elle ne cesse d'être atteinte — qui m'y autorisent. Nous Polonais, nous avons eu le malheur d'apprendre le sens du régime de l'empire russe et par notre martyrologe de plus d'un siècle, nous avons acquis, plus qu'un autre, le droit de prononcer le jugement sur la portée des déclarations, que Vous émettez maintenant au nom du Grand Tsar.

Ces déclarations sont vraiment éblouissantes ; à les croire, l'empire russe rompt tout d'un coup, avec tout son passé, avec toute sa politique traditionnelle et pour l'avenir ne veut se soucier que de la félicité du monde slave tout entier ! Mais, Altesse, est-ce possible ? une nouvelle ère dans la vie d'un état, qui serait tout le contraire du passé, peut-elle être inaugurée par une déclaration, sans la crise intérieure ou extérieure, qui seule rend inévitable un changement radical des conditions régnautes ? Pouvez - Vous aussi exiger, qu'on croie aux mots sans les faits, au miracle sans une preuve réelle de bonne volonté ? Vous annoncez aux nations slaves „la liberté et l'indépendance“ sous le sceptre des Tsars ; mais ces deux conceptions peuvent-elles être mises d'accord ? ne s'excluent-elles pas mutuellement l'une l'autre ? Vous invitez les nations slaves à se ranger du côté de l'empire russe et à contribuer toutes à sa victoire, car, Vous l'affirmez, il n'y a de salut et de bonheur pour les Slaves, que „dans les bras ouverts et sur le sein maternel de la Grande-Russie“ ; mais, Altesse, Vous oubliez que jusqu'à présent ces bras ne faisaient qu'étrangler, le sein ne donnait qu'une seule nourriture : le poison de la démoralisation. L'exemple des nations soumises aujourd'hui à la mère Grande Russie donne aux autres, qui n'y sont pas encore, l'idée exacte de la prospérité qui les attend. Vous proclamez le Grand Tsar protecteur bienveillant de tout le monde slave, défenseur de sa liberté ; mais, Altesse, le protecteur qui s'impose lui-même, sans consulter les vœux de ceux qu'il se met à protéger, n'est plus un protecteur qu'on désire, mais un conquérant qu'on craint, d'autant plus quand dans le passé il n'a montré que des sentiments bien opposés à celui de la bienveillance sincère.

Attribuer à l'empire russe l'idée slave, comme motif de sa politique, c'est se moquer de l'histoire. Daignez seulement, Altesse, jeter un coup d'oeil impartial sur le

passé et le présent de Votre état, et Vous verrez que l'idée slave n'y était et n'y est pour rien. Pendant que la parenté de sang et d'aspirations était le sentiment commun aux Slaves de l'Occident et a donné la base à la formation de la république polonaise, qui déjà au XV-me siècle était une union libre des trois peuples: polonais, lithuanien, ruthène, — l'idée slave était encore une chose inconnue au Grand-Duché de Moscou. Dans la grande bataille de Grunvald, dont Vous évoquez le souvenir et qui a uni les forces slaves pour la défense de la cause commune, l'état moscovite n'y prenait aucunement part. Encore au XVII-me siècle, quand un des propagateurs de l'idée slave, le serbe Kryżanicz est venu à la cour de Moscou, on l'a envoyé tout simplement en Sibérie. Pour les empereurs de toutes les Russies qui succédèrent aux grands ducs de Moscou, l'idée slave, conçue comme l'union libre des nations slaves, n'existait pas non plus; au lieu d'elle, ils avaient leur propre idée, très concrète et très égoïste; c'était la domination absolue sur tous les peuples et tous les pays conquis, n'importe, fussent ils slaves ou autres; cette idée, la politique impériale la poursuivait avec une grande persévérance et la réalisait avec un grand succès. L'état polonais était le premier obstacle; la politique impériale se mit donc à conspirer sa perte avec la Prusse et l'Autriche, en s'introduisant dans sa vie intérieure pour briser l'union slave, et en semant les désaccords nationaux et religieux. A la fin elle a réussi; l'état polonais fut partagé; en payant aux voisins allemands la rançon en une partie de terres et de nations slaves, l'empire russe est parvenu à s'emparer du reste qui, lui aussi, n'était pas insignifiant. L'affaire a pu être avantageuse pour l'empire, mais en tout cas, ce ne sont ni l'idée, ni le sentiment slaves qui ont guidé une pareille transaction.

Ce n'est qu'au XIX-me siècle, que l'idée slave apparut entre les armes de la politique russe. On en profitait

pour les relations extérieures comme d'un épouvantail contre l'occident, comme d'un cri de guerre; au nom de cette idée on faisait même de la propagande révolutionnaire dans des états voisins: en Turquie (comte Ignatjeff, ambassadeur) et en Autriche (comte Bobrinskij franc-tireur). Mais dans les relations intérieures de l'empire on continuait à se tenir strictement à l'idée traditionnelle de la domination absolue grande-russe, certes on la parait quelquefois des couleurs slaves, mais le moment passé, on rejetait ces couleurs sans scrupules et on les foulait aux pieds. Rappelez Vous, Altesse, la dernière guerre turque, où votre auguste père était chef des armées russes; elle a été proclamée, comme une croisade désintéressée, ayant pour but la délivrance des nations slaves des Balkans; mais à mesure des succès remportés sur la Turquie, les couleurs slaves pâlissaient et le but réel de la politique impériale devenait visible; c'était la soumission des nations délivrées à l'influence gouvernante, sinon à la domination grande-russe, pour en faire la base de la conquête future de Constantinople. Alors non seulement l'Europe s'y opposa mais aussi la Bulgarie délivrée, elle-même, après avoir appris les vraies intentions de son libérateur et fait connaissance des méthodes appliquées par les représentants russes (prince Tcherkaskij, général Kaulbars), ne manifesta ni l'envie de devenir une province russe, ni le désir de rester son alliée aveugle et dévouée. On pourrait dire, l'histoire intérieure de l'empire durant le dernier siècle, c'est le travail assidu de l'assimilation forcée de tous les peuples, qui après le partage de la Pologne, sont tombés sous la domination grande-russe; on s'acharnait sans relâche à effacer et à exterminer tous les traits de leurs individualités nationales. Vous savez, Altesse, ou au moins vous devez savoir, avec quels moyens se produit la russification des Polonais, Ruthènes, Lithuaniens; pour eux les droits nationaux n'existent point, quant aux droits civiques et politiques,

on les restreint de plus en plus; leur langue est à peine tolérée, sans être admise dans la vie publique (écoles, tribunaux etc); leur confession catholique et greco-uniate est persécutée, sinon défendue complètement, comme la dernière; ils sont les vrais parias de l'empire slave, et on les force par menace de ruine morale, intellectuelle et économique, à devenir Grands-Russes et orthodoxes.

Je n'insiste pas sur les détails; je donne la conclusion. Sous le sceptre des Tsars jusqu'à présent il n'y avait place pour aucune nation, hormis la nation grande russe; aucune autre n'avait, proprement dit, le droit d'exister. Pour mettre d'accord la pratique avec la théorie soi-disant slave, on est venu à affirmer que ce ne sont que les Grands-Russes orthodoxes, qui sont de vrais Slaves; tous les autres sont détournés du slavisme par l'influence néfaste de l'occident ou s'imaginent seulement d'avoir leur individualité nationale. Par conséquent, dans leur propre intérêt ils doivent d'eux-mêmes tâcher de se transformer en Grands-Russes et la politique qui les y force, même par des moyens de violence, remplit la mission slave, car l'union slave ne peut pas être autre chose que l'unité grande russe; telle était jusqu'à présent la philosophie et la pratique de la politique russe. Vraiment s'il y avait en Europe un état qui, par sa nature, devait être ennemi de l'incarnation de l'idée slave, autrement dit d'une fédération, satisfaisant les aspirations individuelles de différentes nations slaves, — c'était l'empire des Tsars; son histoire, sa tradition, son esprit, sa structure sociale et politique est en opposition ouverte avec l'idée de fédération. L'animosité instinctive de l'empire russe, gouvernement et nation grande-russe, contre l'Autriche-Hongrie y trouve sa source. On hait et on craint l'Autriche, parce qu'elle a donné à ses Slaves (Polonais, Ruthènes, Tchèques, Croates et autres) tout ce que la Russie refuse aux siens: le respect de leurs drois nationaux, de

leur langue, de leur religion et enfin l'autonomie qui assure leur développement national. L'Autriche a commencé de réaliser la fédération slave, dont l'exemple peut devenir un grave obstacle pour les projets d'avenir de l'état grand-russe; on veut donc aujourd'hui briser cette fédération, comme on l'a fait auparavant de l'union slave dans l'état polonais. Mais vaincre avec la force, ce n'est pas encore conquérir les coeurs des vaincus!

On ne les acquiert pas non plus par le régime de russification à outrance. Ce régime déplorable qui jusqu'à présent était l'idée dominante de la politique intérieure ne faisait, sans atteindre son but, que démoraliser les opprimés aussi bien que les oppresseurs. Peut-être l'a-t-on compris maintenant, au moins Vos proclamations semblent l'indiquer; mais Vous vous souviendrez qu'encore hier on avait à Petrograde une oreille dure à tous les conseils français, tenant à persuader le gouvernement impérial de la nécessité de changer le système appliqué aux Polonais; ce n'est que la guerre une fois éclatée, qu'on se mit à les combler de promesses.

Sur ce chemin, Altesse, Vous n'êtes pas le premier; Vous avez les prédécesseurs illustres. La grande Cathérine, en préparant le partage de la Pologne, se déclarait la puissance garantissant l'intégrité de l'état polonais; après le partage, elle promettait solennellement aux nouveaux sujets, en son nom et en celui de ses successeurs, le maintien de leurs droits nationaux et religieux. Les promesses d'Alexandre I, que nous appelions „le reconstruteur de la Pologne“ et les sympathies qu'il manifestait, allaient très loin. Mais en réalité que sont devenues toutes ses promesses? qui s'est soucié de les tenir? On vous a dit sans doute, que ce sont les révolutions et les insurrections polonaises qui ont empêché les empereurs d'accomplir leurs promesses, de réaliser leurs déclarations solennelles. N'est ce pas le contraire qui est vrai? les révoltes n'ont-elles éclatées que parce qu'on n'a

nullement tenu compte des obligations qu'on avait prises? Le peuple qui vit conscient de ses droits, ne pouvait rester passif, quand on le maltraitait, quand on torturait son corps et son âme; il se révoltait même sans espoir de succès, car le sentiment de la douleur est souvent plus fort, que la voix de la raison. Enfin, quand est-ce qu'on a détruit les dernières traces de l'autonomie polonaise, quand est-ce que l'effroyable orgie de violence, d'oppression et de vandalisme se déjoua sur ce pays malheureux? C'est pendant les dernières 50 années de la paix, quand la résistance du peuple était complètement brisée et qu'on n'avait plus à la craindre. Et les Ruthènes greco-uniates qui habitent les terres de l'ancienne Pologne, est-ce qu'ils se sont révoltés, ne fût-ce qu'une fois? Non, et tout de même ils sont devenus l'objet des persécutions religieuses dont les atrocités rappellent les premiers temps du christianisme; cependant c'est de l'histoire contemporaine. L'air du gouvernement de Chelm, créé et séparé du royaume de Pologne en dépit des traités internationaux, retentit encore des sanglots du peuple martyrisé et du crépitement des fusillades, avec lesquelles on le baptisait en orthodoxie. La confession greco-uniate, garantie solennellement par les empereurs, n'existe plus officiellement dans l'empire russe; il vaut mieux y être un criminel, qu'un greco-uniate. La Pologne vivant heureuse sous le sceptre des Tsars, vous aurait frayé le chemin au monde slave; vous avez préféré de vous acharner à en faire un cadavre et à le mettre sur votre route.

Maintenant Vous promettez aux Polonais la réalisation de leurs „rêves sacrés“, de reconstitution de leur patrie; mais qui est-ce, si ce n'est l'empire russe, qui nous a ravi la réalité, en ne nous laissant que des rêves, et ces rêves, n'étaient-ils pas jusqu'au dernier moment poursuivis, comme crimes de haute trahison? Tout ce qui rappelait le passé polonais et pouvait nourrir les rê-

ves, — Vous y mettiez toute votre rage à l'exterminer; même le terme historique, sanctionné par les traités internationaux: „Royaume de Pologne“, vous était détestable; vous le suprimiez par un terme nouveau: „province de la Vistule“. Vous annoncez maintenant l'union, sous le sceptre des Tsars, de toutes les trois parties de la Pologne; mais d'abord Vous promettez ce qui ne Vous appartient pas encore et dans la partie qui est aujourd'hui sous la domination des Tsars, ne faisait-on pas jusqu'à présent tout le possible pour en effacer le caractère polonais? Vous venez de nous accorder pour l'avenir la liberté de conscience et de la langue, tous les droits nationaux, en un mot l'autonomie; mais quelles étaient sur ce point jusqu'à présent les vues du gouvernement et de la nation grande-russe? Voici deux exemples du temps dernier qui en donnent l'idée. Le nombre primitif de députés polonais à la Douma était, comme dans tout l'empire, proportionnel au nombre de la population; après deux années de la vie parlementaire, un décret imperial a réduit ce nombre à un tiers; de même on a diminué le nombre de Polonais à la Chambre Supérieure (Conseil d'état), de sorte que maintenant la représentation polonaise aux Chambres législatives est devenue une misérable comédie. Pendant plusieurs années on a discuté dans ces Chambres un projet d'administration municipale pour les villes polonaises, projet modeste, bien éloigné du vrai „self-government“; cependant il a échoué au printemps de 1914; le Conseil d'État a trouvé le projet dangereux et contraire à l'unité de l'empire, car il accordait aux membres des futurs conseils municipaux la permission de se servir quelquefois pendant les débats de la langue polonaise, interdite dans la vie publique.*)

*) Par l'oukase imperial du 30 Mai 1915 l'administration locale est accordée aux villes polonaises selon la loi des 24 Juin 1892 qui est en vigueur en Russie; mais là aussi cette loi est estimée comme insuffisante aux besoins des villes.

Le contraste entre les mots sonores des promesses et les faits réels de la vie est trop frappant; ne Vous étonnez pas donc, Altesse, que Vos déclarations aient trouvé chez les Polonais un accueil réservé, sinon froid. La réconciliation, dont Vous parlez, ne dépend que de Vous, de Votre bonne volonté; prouvez-la, commencez à réparer le mal infligé à la nation slave, qui est soumise au sceptre du Tsar. Quand à nous, Polonais, nous sommes déjà trop désillusionnés, pour nous laisser entraîner par des mots sans faits; nous avons payé trop cher nos illusions d'auparavant; maintenant les rudes épreuves de l'histoire nous ont appris à résister aux tentations de douces promesses et à faire face au danger de violentes menaces. Manifester notre reconnaissance pour des mots, que nous avons déjà entendu bien de fois — ce serait du servilisme, et nous ne sommes pas arrivés à ce point malgré un siècle de persécutions et, avec l'aide de Dieu, nous n'y arriveront jamais.

Après les Polonais ce sont les Ruthènes que Vous voulez gagner pour votre cause, mais aussi ils ont des raisons sérieuses pour réfléchir et pour hésiter. Ni l'histoire des derniers siècles, ni les relations d'aujourd'hui ne peuvent les attirer, et Vous étiez obligés, en Vous adressant aux Ruthènes de la Galicie, d'évoquer le souvenir de la communauté slave des temps éloignés de plus d'un millier d'années du moment présent. Mais, Altesse, dans ces temps-là il n'y avait que des principautés ruthènes et l'empire grand-russe des Tsars n'existait pas encore; or, depuis qu'il se constitua, il a été toujours l'ennemi déclaré de l'idée nationale ruthène qu'il croyait à tort ou à raison, capable d'ébranler, grâce au grand nombre des Ruthènes, l'unité politique de l'état, fondée sur la domination exclusive de la nation grande-russe. Tandis qu'en Autriche les Ruthènes sont regardés comme une nation autonome et jouissent par conséquent de tous les droits politiques,— en Russie on leur a créé

une position bien singulière. On leur a dit tout nettement: vous n'êtes pas une nation, mais seulement une branche de la nation grande-russe; votre langue n'est qu'un idiome populaire, indigne même d'être admis dans les écoles primaires. D'après cette opinion la destinée des Ruthènes étant de devenir Grands-Russes le plus tôt possible, il ne pouvait pas même être question sous le sceptre des Tsars, des droits nationaux ruthènes. Jusqu'au dernier moment, chaque effort des Ruthènes pour conserver et développer leur nationalité, était non seulement l'objet de railleries hostiles d'une partie de la société grande-russe, mais un crime politique, qui attirait de la part du gouvernement impérial de sévères châtimens sur les coupables et de douloureuses représsailles sur la nation; encore cette année-ci [1914] on leur a défendu de fêter le jubilé de leur poète national, Schevtchenko, mort depuis des dizaines d'années; ce jubilé n'était fête qu'en Galicie. Aux Ruthènes qui veulent rester Ruthènes et revendiquent leur droits nationaux, on a donné le surnom méprisable de „fils de Mazepa“, damné pour toujours par l'église orthodoxe russe.*) Maintenant Votre Altesse a donné le nom de „peuple fraternel“ aux Ruthènes de la Galicie, qui sont au plus haut degré jaloux de leur nationalité et la défendant avec une grande passion. Le langage est nouveau pour le présent; malheureusement il rappelle celui des promesses faites jadis aux Ruthènes de la Pologne, pour les en arracher et les Ruthènes d'aujourd'hui ont pleint droit de se demander, si ce langage est vraiment le début d'un nouveau cours de la politique impériale, devenue favorable à leur cause nationale, ou si plutôt il n'est qu'une caresse trompeuse au moment où la force militaire grande-russe met en ruine le Piémont ruthène en Galicie.

*) Mazepa était le chef des Kosaques qui ambitionnait, au commencement du XVIII-e siècle, avec le concours de Charles XII de Suède, d'établir l'état indépendant ruthène.

Enfin dans Votre dernière proclamation, adressée aux peuples de l'Autriche-Hongrie, Vous annoncez au nom du grand Tsar, que les armées russes ne combattent que pour l'accomplissement des „vœux nationaux“ et pour la réalisation des „rêves le plus beaux“ des nations opprimées. Mais, Altesse, connaissez - Vous bien ces rêves et ces vœux? sont-ils en effet identiques avec les vrais buts de la politique impériale russe? L'histoire se répète: en 1877, c'était la croisade désintéressée contre la Turquie, maintenant c'est la délivrance désintéressée des peuples de l'Autriche-Hongrie, qui est proclamée. Vous leur promettez le maintien de leur „cher héritage“, le respect de leurs „droits nationaux“ de leur „langue et religion“, en un mot tout ce dont ils jouissent ouvertement sous le régime constitutionnel de la double monarchie et qui est absolument interdit aux nations soumises au sceptre autocrate des Tsars. La question surgit d'elle-même: pouvez- Vous donner ce que jusqu'à présent on n'a point possédé ni connu dans votre empire? n'est-ce pas plutôt tout simplement une guerre de conquête et la destruction du dernier refuge des libertés slaves, au profit de la domination absolue grande-russe? Porter la liberté aux nations subjuguées, c'est une tâche sublime; mais, comme on le sait, du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas, et attribuer aux armées de l'empire russe une mission libératrice en Autriche, — c'est vraiment tourner la chose en ridicule.

Je finis, Altesse, Vous avez signé de Votre nom trois documents historiques. Vous vous y êtes déclaré défenseur ardent de la justice et des droits nationaux des peuples opprimés. Vous avez annoncé la liberté depuis longtemps désirée aux peuples sous le sceptre bienveillant des Tsars, ce qui ne signifie pas moins que la reconstruction complète de l'empire russe sur de nouvelles bases, pour le bien des slaves et de tout le monde.

Si l'intention est sincère, la volonté ferme et si les promesses sont réalisées, — la postériorité bénira Votre nom, comme celui de l'homme de la Providence, un des ceux qui, bien rares, sont la vraie gloire de l'humanité. Mais, si au contraire, les documents signés ne restent que le produit de l'art greco-byzantin, comme s'exprimait le grand empereur des Français Napoléon I, pour déterminer la politique de son adversaire, l'empereur de toutes les Russies, Alexandre I; si ce n'était qu'une manœuvre pour rendre la guerre populaire par le mirage d'une mission historique à remplir et pour acquérir les alliés par de vaines promesses, — dans ce cas-ci l'histoire mettra votre nom au rang des hommes d'état rusés qui, bien nombreux pour le malheur de l'humanité, semaient le mensonge autour d'eux, s'en servaient sans scrupules et dans leur mépris de la vérité et des hommes, se disaient à la manière des augures romains: „Mundus vult decipi, ergo decipiatur“.

Altesse, Vous avez posé au monde une énigme; l'avenir la déchiffrera!

II.

„List Polaka do Wielkiego Księcia Mikołaja Mikołajewicza“ był napisany we wrześniu 1914 r., jako odpowiedź na trzy odezwy Naczelnego Wodza armii rosyjskich: do Polaków, do Rusinów i do ludów Austro-Węgier. Ogłoszony początkowo z pewnemi skróceniami, w wielkim dzienniku szwedzkim „Stockholms Dagblad“ z d. 27 października 1914 r., list ten był następnie przedrukowany, jako jedyny dokument w sprawie polskiej, w głośnym dziele profesora socjologii na uniwersytecie w Götenburgu, Gustawa Steffena: „Krig och Kultur“ (Wojna i Kultura), przetłomaczonem w początku 1915 r. na język niemiecki („Krieg und Kultur — Socialpsychologische Dokumente und Beobachtungen vom Weltkrieg 1914“). Ostatnio niektóre ustępy listu ogłosił „Dziennik Polski“ w Warszawie, w dwóch numerach z d. 31 października i 1 listopada r. b. List ten wyszedł, jako osobny rozdział do broszury tegoż autora, świeżo wydanej w Lozannie — po francuzku i w Stockholmie po szwedzku, pod tytułem: „Wielki problemat międzynarodowy“

Tu podajemy in extenso francuski tekst listu i dokładny jego polski przekład.

„List Polaka“ nie może być w żadnym razie uważany za głos pojedynczy, za wyraz jedynie indywidualnych zapatrywań autora; w rzeczywistości jest on wyrazem zbiorowej opinii wielkiej części polskiego społeczeństwa, która jednak w swoim czasie nie mogła się

swobodnie wypowiedzieć; na tem polega historyczne znaczenie dokumentu. Zaznaczone w liście powątpiewanie o szczerości obietnic Wielkiego Księcia i proklamowanych przez niego zamiarów, płynęło ze znajomości rosyjskiej duszy i z dziejowego doświadczenia; nadzieje, jakie pomimo to odezwa książęca obudziła, miały przede wszystkim swe źródło w gorącym pragnieniu Polaków ujrzenia наконец zmiany nieznosnych warunków życia. Nieufność okazała się jednak uzasadnioną; zaufanie, które poszło daleko, było tylko wielką łatwowiernością.

Odezwy były w świat rzucone i więcej już o nie nie dbano; wypadki, jakie bezpośrednio po nich nastąpiły, rozwiały wkrótce wszelkie złudzenia, wykazując rażąco sprzeczność między szumnymi obietnicami a realnem postępowaniem rosyjskiego rządu. Wystarczy tu przypomnieć: wprowadzenie systemu gwałtownej rusyfikacji do Galicyi natychmiast po jej zajęciu przez wojska rosyjskie; pozostawienie bez zmiany dawnego systemu ucisku w części Polski pod panowaniem rosyjskiem oraz cyrkularz tajny ministra spraw wewnętrznych, Makłakowa do gubernatorów, wyjaśniający, że odezwa Wielkiego księcia dotyczy wyłącznie tylko ziem polskich, jakie będą na nieprzyjacielu zdobyte, наконец ten fakt tragi-komiczny, wieńczący dzieło zapowiadzianej zgody polsko-rosyjskiej, że komisję mieszaną, która miała się zająć zrealizowaniem obietnic wielko-książęcych, zwołano dopiero po upływie roku, w chwili, kiedy panowanie rosyjskie w Polsce zredukowało się zaledwie do bardzo nieznaczej części dawnego zaboru!

W ostatecznym wyniku zainscenizowanej imprezy, odezwy Wielkiego Księcia dodały do archiwum polsko-rosyjskich stosunków jeden więcej dokument, należący do kategorii „wytworów“ sztuki grecko-byzantyńskiej, jak to przewidział autor listu. Co zaś do samego inscenizatora, debiutował on jako oswobodziciel i wskrzesiciel

Polski, zakończył zaś swą krótką rolę, niszcząc i wydniając kraj nieszczęśliwy z dziką zawziętością, jaka niegdyś, w oddalonych czasach, stanowiła złowrogą sławę barbarzyńskich azjatyckich władców. Zgodnie z rozkazem Naczelnego Wodza, armie rosyjskie, ustępując z polskiego kraju, zamieniały go w pustynię, paliły wsie i miasta, uprowadzały z sobą w jassyr na wschód tłumy niewinnej ludności, — mężczyzn, kobiet, starców i dzieci, — spychając je w otchłań nędzy i tortur, fizycznych i moralnych. Politykę kłamliwą i oszukańczą uzupełniła strategia okrutna i bezmyślna; tej zbrodni historia nie będzie mogła przebaczyć Wielkiemu Księciu Mikołajowi Mikołajewiczowi.

Listopad 1915 r.

Wydawcy.

Wasza Wysokość!

Jako Wódz Naczelny wojsk rosyjskich, powołany zwyciężać wrogów państwa z bronią w rękę i osiągać zdobycze, nie ograniczyłeś się jednak do tych zadań wyłącznie militarnych. Wydając trzy swe odezwy: do Polaków, do Rusinów i do ludów Austro-Węgier, wkroczyłeś na teren historii i polityki, gdzie głos prawdy, jakkolwiek głuszony nieraz przez grzmot armat, nie może być zduszony ani zupełnie, ani na zawsze. Sam otwarłeś w ten sposób dyskusję o roli państwa rosyjskiego, w świecie słowiańskim i o stosunkach wzajemnych między tem państwem, reprezentującym naród wielkoruski, a innymi narodami słowiańskimi. Niech mi wolno przeto będzie, jako Polakowi i Słowianinowi, dać Waszej Wysokości odpowiedź, możliwie krótką w stosunku do ogromu i doniosłości podjętego przedmiotu. Upoważniają mnie do tego straszne cierpienia ojczyzny mojej pod panowaniem rosyjskiem i ciosy bolesne, które na nią bez końca spadają. My, Polacy, mieliśmy nieszczęście poznać treść systemu panowania rosyjskiego, a przez naszą, przeszło wiek trwającą martyrologję, zdobyliśmy prawo, większe od innych, do wydania sądu o doniosłości deklaracji, którą Wasza Wysokość składasz obecnie w imieniu Wielkiego Cara.

Obietnice Twe są, w istocie, olśniewające. Według nich, rosyjskie imperjum zrywa za jednym zamachem

z całą swą tradycyjną polityką, a na przyszłość troszczyć się będzie jedynie o szczęście całego świata słowiańskiego. Ależ czyż to jest możliwe? Nowa era w życiu państwa, która będzie przeciwieństwem dotychczasowej, azaliż może być otwartą przez prostą deklarację, bez przełomu wewnętrznego lub zewnętrznego, który jedynie dokonać może koniecznej radykalnej odmiany warunków panujących? Czyż możebnem jest wymaganie od nas wiary w słowa, nieopatrzone faktami, w prosty cud bez dowodu realnego dobrej woli? Obietnica ogłasza narodom słowiańskim „wolność i niezależność“ pod berłem carskiem; ale czyż te dwa pojęcia mogą się z sobą zgodzić? czy one nie wyłączają się wzajemnie? Wasza Wysokość wzywasz narody słowiańskie, aby stanęły po stronie rosyjskiego imperjum i przyczyniły się do jego zwycięstwa, ponieważ, jak odezwa zapewnia, niema zbawienia i szczęścia dla słowian poza „ramionami otwartemi i łonem macierzystem Wielkiej Rosji“. Ale zapominasz Wasza Wysokość o tem, że dotychczas te ramiona jedynie dusiły, a to łono, za jedyny pokarm, sączyło truciznę demoralizacji. Przykład narodów, poddanych dotychczas macierzystej Wielkiej Rosji, daje innym dokładną ideę szczęśliwości, jaka je oczekuje.

Wasza Wysokość ogłaszasz teraz Wielkiego Cara protektorem życzliwym całego świata słowiańskiego, obrońcą jego wolności, ale zapominasz przytem, że protektor, który sam się narzuca, nie pytając o pragnienia tych, którymi się ma opiekować, nie jest w rzeczywistości protektorem, którego się pragnie, ale raczej zdobywcą, którego się obawia, tembardziej, jeżeli cała przeszłość świadczy o innych zupełnie, niż szczerza życzliwość, z jego strony uczuciach.

Przypisywać imperjum rosyjskiemu ideę słowiańską, jako motyw jego polityki — jest to naigrawać się z historii. Niech Wasza Książęca Mość rzuci tylko bezstronne spojrzenie na przeszłość i teraźniejszość swego

państwa a łatwo się przekona, że idea słowiańska niczem była i niczem jest dla niego. Podczas gdy pokrewieństwo krwi i aspiracyj politycznych stanowiło wspólne słowian zachodu uczucia i dało podstawę dla utworzenia Rzeczypospolitej polskiej, która już w 15-tym wieku była unią trzech wolnych narodów: polskiego litewskiego i rusińskiego,—idea słowiańska była jeszcze rzeczą nieznaną w Wielkiem Księstwie Moskiewskiem. W wielkiej bitwie Grundwaldzkiej, której wywołujesz wspomnienie i która połączyła siły słowiańskie w obronie wspólnej sprawy, Księstwo Moskiewskie żadnego udziału nie brało. Jeszcze w 17-tym wieku, kiedy jeden z pierwszych propagatorów idei słowiańskiej, Serb Kryżanicz, przybył na dwór moskiewski, zesłano go po prostu do Syberji. Dla imperatorów Wszech-Rosyi, którzy nastąpili po wielkich książętach Moskiewskich, nie istniała wcale idea słowiańska, pojęta jako wolna unia narodów słowiańskich; zamiast niej, mieli oni swą własną ideę, bardzo konkretną i bardzo egoistyczną, a było nią — bezwzględne zapanowanie nad wszystkimi podbitymi narodami i zawojowanymi krajami, niezależnie od tego, czy były one słowiańskie, czy też inne. Ideę tę polityka cesarzy rosyjskich przeprowadzała z wielką wytrwałością i urzeczywistniła z wielkiem powodzeniem. Państwo Polskie było pierwszą przeszkodą, to też polityka cesarska zaczęła spiskować na jego zgubę z Prusami i Austryą, przenikała do jego życia wewnętrznego, aby złamać unię słowiańską, siejąc niesnaski narodowe i religijne. W końcu celu swego dopięła: państwo polskie zostało podzielone; płacąc niemieckim sąsiadom daninę z części ziem i narodów słowiańskich, cesarstwo rosyjskie zagarnęło dla siebie część pozostałą, która nie była nieznaczną. Interes ten mógł być korzystnym dla Cesarstwa; w każdym razie nie była to ani idea, ani uczucie słowiańskie, które doprowadziły do podobnej transakcyi.

Dopiero w 19-tym wieku idea słowiańska pojawiła się w arsenale broni polityki rosyjskiej. Korzystano z niej w stosunkach zewnętrznych, używano jako straszaka dla zachodu, jako okrzyku bojowego; w imię tej idei prowadzono nawet propagandę rewolucyjną w sąsiednich państwach: w Turcyi — za czasów ambasadora w Konstantynopolu, hr. Ignatjewa, ostatnio w Austrii — za pomocą znanego ze swych intryg w „Prykarpatskiej Rusi“, hr. Bobrińskiego. W stosunkach jednak wewnętrznych Cesarstwa trzymano się nadal ściśle dawnej idei tradycyjnej panowania bezwzględnego wielkoruskiego: prawda, zdobiono ją niekiedy w barwy słowiańskie, ale gdy chwila mijała, bez skrupułów barwy te zrzucano i deptano nogami. Wasza Wysokość przypomniał sobie ostatnią kampanię turecką, w której dostojny Jego Rodzic był Główno-dowodzącym armii rosyjskich. Wojna była ogłoszona jako bezinteresowny pochód krzyżowy w celu oswobodzenia słowiańskich narodów półwyspu Bałkańskiego; w miarę jednak osiągniętych powodzeń orężnych, barwy słowiańskie bladły i cel rzeczywisty polityki Cesarskiej stawał się widocznym, a było nim poddanie oswobodzonych narodów dominującą wpływom, jeżeli nawet nie panowaniu wielkoruskiemu, aby zrobić z nich podstawę dla przyszłego zawojowania Konstantynopola. Oparła się temu wtedy nie tylko cała Europa, ale co więcej i sama oswobodzona Bułgarja nie zaprzęgnęła wcale stać się prowincją cesarstwa rosyjskiego lub tegoż oddanym na zawsze i ślepym sojusznikiem; ostrzegły ją przed prawdziwymi zamiarami oswobodziciela brutalne i bezwzględne metody rządzenia, stosowane w oswobodzonym kraju przez przedstawicieli władzy rosyjskiej, jak ks. Czerkaskij, generał Kaulbars i inni.

Można powiedzieć, iż cała historia wewnętrzna imperjum w ciągu wieku ostatniego była nieprzerwanym wysiłkiem asymilacji przymusowej wszystkich ludów, które, po rozdziale Polski, podpadły pod panowa-

nie wielkoruskie. Z zażartością nieumęczoną ścierano i niszczo wszelkie cechy ich narodowych indywidualności, a Wasza Wysokość wiesz, przynajmniej wiedzieć powinieneś, jakimi to środkami przeprowadzano rusyfikację Polaków, Rusinów, Litwinów; nie mają oni żadnych praw narodowych, a możliwie pozbawia się ich także i praw cywilnych i praw politycznych. Język ich zaledwie jest tolerowany, a nie uznawany w życiu publicznym, jak w sądach, szkołach i t. p.: ich wyznanie katolickie i grecko-unickie jest albo prześladowane, albo wrost wzbronione; są oni prawdziwymi parjasami imperjum słowiańskiego, zmuszonymi do zamienienia się na wielkorusów i prawosławnych, groźbą ruiny moralnej, intelektualnej i ekonomicznej.

Nie kładę nacisku na szczegóły; daję konkluzję. Pod berłem carów nie było dotychczas miejsca dla żadnego narodu, oprócz wielkoruskiego; żaden inny nie miał, właściwie mówiąc, praw do istnienia. Aby zaś pogodzić praktykę z teorią niby słowiańską, twierdzono, że tylko prawosławni wielko-rusowie są słowianami prawdziwymi, wszyscy zaś inni są albo zwyrodnieni i odwrócenie od słowiaństwa przez wpływy złoczyńne Zachodu, albo też mają tylko złudzenie, że posiadają odrębną indywidualność narodową. We własnym więc swoim interesie powinni oni dążyć do tego, aby się stać wielko-rusami, a polityka, która ich do podobnego przeobrażenia zmusza, nawet nie przebierając w środkach, spełnia misję słowiańską, albowiem zjednoczenie słowiańskie nie może być niczem innem, jak tylko jednością wielkoruską.

Taką była dotychczas filozofia i praktyka rosyjskiej polityki. I doprawdy, jeżeli było w Europie państwo, które stać się musiało z natury swojej wrogiem inkarnacyi idei słowiańskiej, inaczej mówiąc: federacyi, zaspokajającej indywidualne aspiracye różnych słowiańskich narodów, to tę rolę przyjęło na siebie państwo rosyjskie.

Jego historia, jego tradycja, jego duch, jego struktura społeczna i polityczna znajdują się w otwartej opozycji z ideą federacji. Instynktowna niechęć państwa rosyjskiego, rządu i narodu wielko-ruskiego, do Austro-Węgier tu ma swoje źródło. W Rosji nienawidzi się i obawia Austro-Węgier dla tego, że państwo to dało swym słowianom (Polakom, Czechom, Rusinom, Chorwatom i innym) to, czego Rosya odmawiała zawsze swoim: poszanowanie ich praw narodowych, języka, religii i nakoniec autonomię, która zapewnia ich rozwój narodowy. Austria zaczęła urzeczywistniać federację słowiańską, której przykład może się stać wielką przeszkodą dla zamiarów na przyszłość imperyum wielko-ruskiego; dziś więc trzeba rozbić tę federację, jak już dawniej rozbito unię słowiańską w państwie polskim. Ale zwyciężyć siłą nie znaczy jeszcze zdobyć serca zwyciężonych!

Nie zdobywa się również russyfikacją krańcową. Ten system opłakany, który dotychczas stanowił ideę kierowniczą polityki rosyjskiej wewnętrznej, nie osiągając swego celu, prowadził tylko do demoralizacji, zarówno uciemnionych, jak i ich ciemieńców. Być może, iż to obecnie rozumiano; przynajmniej odezwa Waszej Wysokości pozwala to przypuszczać; ale jeszcze wczoraj tak głuchem uchem przyjmowano rady francuskie, perswadujące potrzebę zmiany systemu rządu rosyjskiego wobec Polaków; i dopiero, kiedy wojna wybuchła, poczęto ich zasypywać obietnicami.

Na tej drodze Wasza Wysokość nie jesteś pierwszym, masz bowiem dostojnych poprzedników. Wielka Katarzyna, przygotowując rozbiór Polski, nie szczędziła nam przyjaznych zapewnień, jako „gwarantka“ całości państwa polskiego; po dokonanych zaś rozbiórce, solennie, w imieniu swoim i swoich następców, przyrzekła nowym poddanym nienaruszalność ich praw narodowych i religijnych. Obietnice Aleksandra I, któregośmy nazywali „Odnowicielem“ Polski, i sympatye, jakie nam okazywał, szły

bardzo daleko. Ale co się w rzeczywistości stało z tych wszystkich obietnic? kto dbał o ich dotrzymanie? Zapewne mówiono Waszej Książęcej Mości, że to rewolucye polskie i powstania polskie powstrzymały Cesarzy rosyjskich od spełnienia danych obietnic, od zrealizowania solennych deklaracyi. Czy jednak rzecz nie ma się odwrotnie? Czy powstania nie wybuchały właśnie dla tego, że rząd rosyjski zapominał zupełnie o przyjętych na siebie zobowiązaniach? Naród, który żyje w zeznaniu swych praw, nie mógł pozostawać biernym, kiedy nim poniewierano, kiedy torturowano jego ciało i duszę; on bunt podnosił, nawet bez nadziei powodzenia, bo uczucie bólu jest silniejsze, niż głos rozsądku. Nakoniec, kiedyż-to zniszczono ostatnie ślady autonomii polskiej? kiedyż-to straszliwa orgia gwałtu, ucisku i wandalizmu rozszalała się nad krajem nieszczęśliwym? Stało się to w ciągu ostatnich 50-ciu lat pokoju, kiedy opór narodu polskiego został ostatecznie złamany i już go się nie obawiano! A Rusini, greko-unici, zamieszkujący ziemie dawnej Polski, czy oni się kiedy buntowali? Nie, a pomimo to stali się ofiarą prześladowania religijnego, którego okropności przypominają pierwsze czasy chrześcijaństwa—jest to jednak historia współczesna. W powietrzu gubernii Chełmskiej, odłączonej od Królestwa Kongresowego wbrew traktatom międzynarodowym, brzmia jeszcze boleśne echa jęku umęczonego ludu i krwawych egzekucyi, jakimi lud ten nawracano na prawosławie. Wyznanie greko-unickie było solennie zagwarantowane przez Cesarzy; dziś nie istnieje ono oficjalnie w Rosyi i pod rządem rosyjskim lepiej jest być kryminalnym przestępcą, niż pobożnym unitą. Polska, żyjąca szczęśliwie pod berłem Carów, otworzyła-by wam drogę do świata słowiańskiego; wyście woleli wysilać się, aby zrobić z niej trupa i rzucić go na swej drodze!

Obecnie Wasza Wysokość przyrzekasz Polakom realizację ich „świętych marzeń“ odbudowania ojczyzny, ale któż to inny, jak nie rząd rosyjski, odebrał nam realność ojczyzny, zostawiając nam tylko jej marzenia; a te marzenia czyż nie były, aż do ostatnich momentów, prześladowane, jak zbrodnie zdrady? Wszystko, co przypominało przeszłość polską i mogło karmić te marzenia, rząd rosyjski tępił z wściekłością; nawet historyczny termin, przez traktaty międzynarodowe sankcyonowany: „Królestwo Polskie“, był wam nienawistny; zastąpiliście go nowym terminem: „gubernii przywiślańskich“. Obecnie ogłasza Wasza Wysokość połączenie trzech zaborów Polski pod berłem Carów; ale naprzód obiecujesz to, co do was nie należy, a czyż w zaborze, który pod dominacją rosyjską był dotychczas, nie robiono wszystkiego możliwego, i niemożliwego, aby zeń polski charakter zetrzeć? Obiecujesz nam na przyszłość swobodę sumienia i języka, wszelkie prawa narodowe, jednym słowem autonomię; ale jakież dotychczas były rzeczywiste intencje rządu i narodu wielkoruskiego? Oto dwa przykłady z ostatnich czasów, dające o tem istotne pojęcie.

Początkowo liczba posłów polskich do Dumy była proporcjonalna do liczby ludności, podobnie jak i w całym imperyum; po dwóch latach życia parlamentarnego, ukaz carski zredukował ją do jednej trzeciej; również została zmniejszoną i liczba Polaków w Radzie Państwa tak, że obecnie przedstawicielstwo polskie w izbach prawodawczych rosyjskich stało się prawdziwie tylko nędzną komedią. W ciągu kilku lat w izbach tych dyskutowano nad projektem samorządu dla miast polskich; był to projekt bardzo skromny, daleki od prawdziwego „self government“, a jednak upadł ostatecznie na wiosnę 1904 r. Rada Państwa uznała projekt za szkodliwy i sprzeciwiający się jedności państwowej, albowiem pozwalał on członkom przyszłych rad miejskich posługiwać się przy rozprawach w pewnych wypadkach językiem pol-

skim, który w ogóle jest zabroniony w Rosyi w życiu publicznem.*)

Kontrast między dźwięcznymi słowami odezwy a faktami rzeczywistości jest zbyt silny. Nie powinno przeto dziwić Waszej Wysokości, że odezwę twoją spotkało przyjęcie wstrzemięźliwe, jeżeli nie chłodne. Porozumienie, o którem mówisz, zależnem jest od was tylko, od waszej dobrej woli. Dajcie jej dowody. Poczniście od naprawiania krzywd, wyrządzanych narodowi słowiańskiemu, poddanemu rosyjskiemu berłu. Co się tyczy nas, Polaków, jesteśmy już pozbawieni złudzeń, zbyt drogo niegdyś opłaconych, i słowa same, bez czynów, nas nie pociągną. Surowe próby historii nauczyły nas zarówno nie poddawać się słodkim obietcom, jak i nie ulegać gniewnym groźbom. Okazywać teraz wdzięczność za słowa, które już nieraz słyszeliśmy, byłoby serwilizmem, a do tego nie doszliśmy jeszcze pomimo wieku prześladowań, i z pomocą Bożą nigdy nie dojdziemy.

Po Polakach Wasza Wysokość zwracasz się do Rusinów i chcesz ich pozyskać dla sprawy rosyjskiej, ale i oni mają poważne i słuszne powody do namysłu i wahania. Ani historia ostatnich stuleci, ani stosunki współczesne nie mogą ich przyciągać, toteż odzywając się do Rusinów Galicyi, musiałeś wywołać wspomnienie wspólnoty słowiańskiej z czasów dalekich, oddalonych o tysiąc lat od chwili obecnej. Ale, Wasza Wysokość, w owych czasach istniały tylko księstwa rusińskie i nie było jeszcze wielko-ruskiego imperyum Carów; od chwili zaś, kiedy powstało, było ono zawsze zdeklarowanym wrogiem narodowej idei rusińskiej, uważając, słusznie czy niesłusznie, że może ono, dzięki znacznej liczbie Rusinów, zachwiać jednością państwa, zbudowanego na wyłącz-

*) Ukaz cesarski z d. 30 Maja 1915 r. nadał miastom polskim samorząd według brzmienia prawa z d. 24 Czerwca 1892 roku obowiązującego w Cesarstwie; lecz tam także prawo to uznane jest za nieodpowiadające potrzebom miast.

nem panowaniu narodu wielko-ruskiego. Podczas gdy w Austrii Rusini są uznani za odrębną narodowość i jako tacy korzystają ze wszystkich praw narodowych,—w Rosyi wytworzono dla nich zaiste osobliwe warunki bytu. Oto, powiedziano im poprostu: wy nie jesteście osobnym narodem, ale tylko gałęzią narodu wielko-ruskiego; wasz język jest tylko gwarą ludową, która nie zasługuje nawet, aby była dopuszczaną do szkoły początkowej. Zgodnie z takim zdaniem, przeznaczenie Rusinów jest stać się jaknajprędzej Wielko-rusami i oczywiście pod berłem Carów nie mogło być mowy o narodowych prawach Rusinów. Do ostatniej chwili wszelkie usiłowania Rusinów do zachowania i rozwijania swej narodowości były nie tylko przedmiotem wrogiego szyderstwa ze strony znacznej części społeczeństwa wielkoruskiego, ale jeszcze zbrodnią polityczną, która ściągała ze strony rządu surowe kary na winnych i bolesne represye na cały naród; jeszcze w tym roku zabroniono im w Rosyi obchodu jubileuszu zmarłego przed laty poety narodowego, Szewczenki; jubileusz ten był święcony tylko w Galicyi. Rusinom którzy chcieli zostać Rusinami i dopominali się praw narodowych, dawano pogardliwą nazwę „Mazepińców“ t.j. naśladowców Mazepy, na którego kościół prawosławny rosyjski rzucił klątwę na wieki. Dziś Wasza Wysokość nazywasz Rusinów galicyjskich, w najwyższym stopniu zazdrosnych o swoją narodowość i broniących jej z wielką namiętnością,—„narodem bratnim“. Język to nowy dla chwili obecnej; niestety przypomina on wielce obietnice, czynione niegdyś Rusinom polskim w celu oderwania ich od Rzeczypospolitej i Rusini dzisiejsi mają słuszne prawo się zapytać, czy język ten jest rzeczywiście początkiem nowego kursu polityki cesarskiej, która się stała nagle przyjazną dla ich sprawy narodowej, czy też jest to raczej tylko oszukańcza pieszczota w chwili, kiedy siła orężna rosyjska w grzyby obala Piemont rusiński w Galicyi?

W końcu, proklamacja Waszej Wysokości ostatnia, zwrócona do ludów Austro-Węgier, ogłasza, imieniem Cara, że rosyjskie armie walczą jedynie za spełnienie „narodowych pragnień“ i urzeczywistnienie „najwznioślejszych marzeń“ uciśnionych narodów. Ale, Wasza Wysokość, czy znasz dobrze te pragnienia i te marzenia? i czy są one identyczne z rzeczywistymi celami rosyjskiej polityki cesarskiej? Historia się powtarza: w 1877 r. bezinteresowna wyprawa krzyżowa na Turcję, obecnie bezinteresowne oswobodzenie ludów Austro-Węgier służy za hasło. Obiecujesz im zachowanie ich „drogiego spadku“, poszanowanie ich „praw narodowych“ i ich „języka i religii“, a więc to wszystko, co posiadają już pod konstytucyjnymi rządami dualistycznej monarchii, a co jest absolutnie zakazane narodom pod berłem rosyjskich autokratów. Powstaje samorzutnie pytanie: czy możesz dać Wasza Wysokość to, czego dotychczas w państwie rosyjskiem nie posiadano i nie znano wcale? I czy to nie toczy się raczej wojna o zabór i zniszczenie ostatniego schronienia wolności słowiańskich na dobro absolutnej dominacji wielko-ruskiej? Nieść wolność uciśnionym narodom, jest to zadanie szczytne. Ale, jak wiadomo, szczytność od śmieszności oddziela jeden krok tylko, a przypisywanie armiom rosyjskiego imperyum, misji oswobodzicielskiej w Austrii, jest to właśnie obracać rzeczy wzniosłe w śmieszność.

Skończyłem, Wasza Wysokość. Podpisałeś swem imieniem trzy historyczne dokumenty. Zdeklarowałeś się, jako gorący obrońca sprawiedliwości i praw narodowych uciemnionych ludów. Ogłosiłeś wolność, oddawna upragnioną ludom pod życzliwym berłem cesarzów Rosyi, co oznacza nie mniej, niż całkowitą rekonstrukcję rosyjskiego imperyum na nowych podstawach, dla dobra Słowian i dobra całego świata.

Jeżeli intencja jest szczerą, wola silną, a obietnice zostaną zrealizowane, potomność błogosławić będzie

Twoje imię, jako człowieka opatrnościowego, jednego z tych niewielu, którzy są prawdziwą sławą ludności. Ale jeżeli te dokumenty, podpisane Twem imieniem, są tylko wytworem grecko-byzantyjskiej przewrotności, — jak Napoleon I określił politykę swego rosyjskiego przeciwnika, Aleksandra I, — jeżeli to były tylko manewry w celu uczynienia wojny popularną przez miraż historycznej misji do wypełnienia i w celu pozyskania sprzymierzeńców za cenę próżnych obietnic, wtedy historya zaliczy Cię do rzędu przewrotnych polityków, na nie-szczęście ludzkości bardzo licznych, którzy siali kłamstwo na okół siebie, posługiwali się niem bez skrupułów i w swej pogardzie prawdy i ludzi, wzorem rzymskich augurów, powtarzali sobie: „Mundus vult decipi, ergo decipiatur!”

Wasza Wysokość postawiłeś światu zagadkę; przyszłość ją odcyfruje!

